Christophe Robert
Délégué général de la Fondation Abbé Pierre

POUR LES SANS-VOIX

PAUVRETÉ, MAL-LOGEMENT, INÉGALITÉS NE SONT PAS DES FATALITÉS

ARTHAUD
FONDATION Abbé Pierre

Pour les sans-voix

Pauvreté, mal-logement, inégalités ne sont pas des fatalités !

Christophe Robert

En collaboration avec Éric Maitrot

Pour les sans-voix

Pauvreté, mal-logement, inégalités ne sont pas des fatalités !

ARTHAUD

FONDATION Abbé Pierre

© Flammarion, Paris, 2024
82, rue Saint-Lazare
CS 10124
75009 Paris
Tous droits réservés
ISBN : 978-2-0802-9023-6

À tous ceux qui contribuent au bien commun,
un bien si précieux…

« À force de sacrifier l'essentiel pour l'urgence,
on finit par oublier l'urgence de l'essentiel. »

Edgar Morin, *La Méthode*, tome 6 :
Éthique, Le Seuil, 2004.

« La misère ne se gère pas, elle se combat. »

L'abbé Pierre

Prologue

Celui qui ne combat pas a déjà perdu

« N'oublions pas que nous avons deux yeux.
Il faut avoir le courage d'avoir un œil ouvert sur la misère
et l'autre sur la beauté des êtres et du monde. »

L'abbé Pierre

Des inquiétudes et de l'espoir, voilà ce qui m'a poussé à prendre la plume à l'approche de l'hiver 2024. À donner de la voix aux « sans-voix », à ces millions de personnes souvent dissimulées derrière les statistiques. Jusqu'à les rendre parfois invisibles.

Au moment du soixante-dixième anniversaire de l'appel de l'abbé Pierre qui, le 1er février 1954, avait provoqué « l'insurrection de la bonté », j'ai voulu briser certains silences, questionner des indifférences et mieux comprendre les blocages de notre société…

Depuis dix-neuf ans que je travaille à la Fondation Abbé Pierre, d'abord comme directeur des études puis comme délégué général, j'ai pu mesurer l'ampleur du chantier et ses évolutions. J'ai croisé beaucoup de solidarités et d'envies d'agir pour un monde plus juste. Mais j'ai aussi vu des personnes pauvres devenir encore plus

pauvres ; d'autres, qui s'en sortaient tant bien que mal, basculer dans la précarité. J'ai vu certaines lois, certains dispositifs publics ou choix fiscaux devenir plus défavorables aux personnes en difficulté.

J'ai choisi dans cet ouvrage de rendre visibles ces réalités, de dire ce qui me tient à cœur depuis tant d'années, et de donner à voir comment notre société est devenue pour beaucoup trop de monde une machine à trier et à produire de l'exclusion et des inégalités.

Des inquiétudes d'abord parce que la pauvreté et le mal-logement s'installent insidieusement dans notre pays. Parce que le nombre de personnes sans domicile augmente dangereusement depuis une vingtaine d'années, et que ce problème n'épargne désormais plus ni les femmes ni même les enfants. Inquiétudes aussi parce que le cercle de ceux qui rencontrent des difficultés pour se loger, se chauffer, se soigner ou s'alimenter convenablement, s'élargit chaque année, comme en atteste, en bout de chaîne, l'augmentation des files d'attente dans les distributions alimentaires.

Inquiétudes ensuite parce que les inégalités sociales, territoriales et patrimoniales se creusent, année après année… Avec un enjeu particulier autour de la question du logement, la mère de toutes les batailles selon moi, tant elle fait souvent figure de « grande oubliée » des politiques publiques, alors que le logement constitue désormais le premier poste de dépenses des ménages. Une dépense incompressible, qui ne cesse d'augmenter, et vient amputer d'autres dépenses tout aussi essentielles (santé, alimentation, transports, etc.).

Les exclusions et les inégalités se sont accrues au fil des vingt dernières années et, pour beaucoup, se sont

encore accentuées sous les effets de la crise sanitaire, de la crise énergétique puis du retour de l'inflation.

Des inquiétudes car ces réalités ne provoquent pas l'électrochoc et les politiques publiques que l'on serait en droit d'attendre pour espérer inverser la tendance. Et cela, malgré les souffrances qu'elles génèrent pour ceux qui les subissent. Malgré les craintes que d'autres ont de s'y voir confronter un jour. Et malgré le fait que le creusement des inégalités provoque un sentiment de « deux poids, deux mesures » qui suscite a minima de l'incompréhension, et bien souvent de l'indignation…

Inquiétudes enfin parce que cette absence de réponses à la hauteur des enjeux contribue à accroître la défiance envers les institutions et le monde politique ; et cela à une période où notre démocratie présente déjà de sérieux signes de fatigue ; à une période où le pays apparaît fortement divisé et marqué par d'importantes tensions sociales et la tentation du repli sur soi.

Ces constats ne font pas plaisir à écrire, ni certainement à lire. Mais ils sont bien réels et demandent à être regardés en face, avec honnêteté, courage et détermination. Ils demandent surtout à être rapidement inversés, tant nous savons que pour faire face aux défis sociaux, économiques, écologiques et démocratiques qui sont devant nous, nous aurons besoin d'une forte cohésion sociale.

Ce qui suppose de sortir de faux-semblants qui ne dupent plus personne, d'accepter de regarder le pays tel qu'il est, et surtout de faire la chasse aux décisions injustes. Nous devons d'urgence nous atteler à apaiser notre société et à la faire grandir, en veillant à ce que

chacun puisse y vivre dans de bonnes conditions et contribuer, à sa juste place, à « faire société ».

*

L'espoir maintenant. À l'évidence, sur de nombreux fronts, les choses ont évolué positivement depuis l'appel de 1954. Notamment avec le fort développement de notre modèle de protection sociale à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Il est aujourd'hui encore considéré comme l'un des plus performants au monde, et s'inscrit dans une longue histoire qui lui confère des bases solides.

Mais rien n'est jamais acquis. Et chacun perçoit bien à quel point ce modèle est désormais bousculé. Bousculé par de nouvelles réalités sociales et économiques, par les transformations du monde du travail, la tentation de la privatisation de services publics, la montée des coûts liés au logement. Mais aussi par de nouvelles réalités politiques : les coups de boutoir portés à notre protection sociale s'intensifient et doivent être pris avec d'autant plus de sérieux que dans de nombreux domaines, les filets de sécurité ont craqué, et que dans d'autres, ils sont fortement fragilisés…

Je ne citerai ici que deux exemples de reculs qui marquent l'actualité à l'heure où j'écris ces lignes. De nombreux parlementaires voudraient revenir sur l'aide médicale de l'État, laquelle permet aux personnes sans titre de séjour, sous conditions de ressources, de se soigner avec un panier de soins réduit. Et cela malgré l'unanimité des acteurs de la santé et du social qui soulignent – comparaisons internationales à l'appui – à quel point ce dispositif constitue une avancée majeure pour

les personnes concernées, mais aussi pour l'ensemble de la société sur le plan sanitaire (en limitant les risques de contagion par exemple) et économique (en soignant les personnes avant que les pathologies ne s'aggravent et ne soient ainsi plus coûteuses). Autre exemple, mi-octobre 2023, la préfecture de police de Paris a voulu interdire pendant un mois les distributions alimentaires dans différents quartiers de deux arrondissements de la capitale (X^e^ et XIX^e^), sous couvert de risques de « troubles à l'ordre public ». Une décision aussitôt suspendue par le tribunal administratif de Paris, lequel avait été saisi par diverses associations, dont la Fondation Abbé Pierre…

Les inquiétudes qui nous occupent dans ce livre sont évidemment bien plus profondes que ne le donnent à voir ces deux seuls exemples. Mais ils doivent nous alerter et nous interroger sur les évolutions qui conduisent à de tels choix.

Sachant que l'enjeu est plus largement de s'assurer que ce système de protection sociale dont notre pays est si fier, et qui est tant vanté en périodes de crise, non seulement ne se dégrade pas, mais soit aussi réajusté et renforcé pour tenir compte des nouvelles réalités du monde d'aujourd'hui.

Espoir également au regard de toutes les initiatives solidaires, les engagements citoyens, les attentions aux plus faibles, les forces sociales et politiques qui sont mobilisées au quotidien dans notre pays. Ces forces, je n'ai cessé de les voir se manifester avec une grande détermination depuis trente ans, et singulièrement ces deux dernières décennies au sein de la Fondation Abbé Pierre. Elles constituent de précieux atouts, le terreau à même de générer un monde plus apaisé et solidaire. Il est essentiel

selon moi de l'entretenir, de le cultiver et de le faire grandir.

Une dernière raison m'a conduit à écrire ce livre : l'urgence de la question écologique et son interdépendance avec la lutte contre les exclusions et les inégalités. Car la dimension sociale de la transition écologique est cruciale. Au point que les réformes à mener ne pourront être conduites qu'à la condition que les mesures mises en œuvre soient justes et ne provoquent pas davantage d'exclusion et d'inégalités.

Ces défis sont colossaux et appellent de nouvelles façons d'agir, plus complexes, ne serait-ce que parce qu'elles exigent de sortir d'une vision en « tuyaux d'orgue » (le social d'un côté, l'écologie ou l'économique d'un autre) et de traiter les problèmes de manière globale. Ces défis imposent de faire évoluer profondément nos politiques publiques, sachant que les acteurs sociaux doivent y prendre toute leur part aux côtés des responsables politiques locaux et nationaux et de ceux qui agissent dans le domaine de l'écologie ou de l'économie. C'est ce à quoi nous tentons de nous atteler à la Fondation Abbé Pierre mais aussi avec d'autres organisations de la société civile, notamment réunies au sein d'une nouvelle alliance prometteuse, le Pacte du pouvoir de vivre.

Voici donc les principales motivations qui m'ont conduit à prendre la plume. Mais écrire pour dire quoi et pour faire quoi ?

*

Avec cet ouvrage, j'ai également l'ambition de rendre plus visibles les souffrances que génère la grande

exclusion. Cette détresse est trop souvent méconnue, en particulier en ce qui concerne les plus pauvres de nos concitoyens et toutes les personnes « sans » : sans abri, sans domicile, sans papiers, sans soutien de proches, etc. Je souhaite aussi rendre visible et audible ce qu'endure tout un pan de la population. Tous ceux qui, sans relever de la grande exclusion, vivent néanmoins dans un profond désarroi et l'inquiétude du lendemain, tant leur situation est précaire. C'est le cas des travailleurs pauvres, des personnes en temps partiel contraint, des femmes seules avec enfants qui ne peuvent trouver un emploi à temps plein en raison du coût des frais de garde, etc.

Sans oublier les inquiétudes des ménages qui, malgré des ressources au Smic, voire légèrement au-dessus, ont bien du mal à répondre aux besoins quotidiens de leur famille. Ou encore de ceux qui redoutent le « déclassement social » et ne comprennent pas pourquoi ils ne sont pas aidés…

Rendre visible pour sortir de l'aveuglement, tel est l'un des objectifs majeurs de ce livre. « Donner de la voix aux sans-voix » comme aimait à le dire l'abbé Pierre et faire entendre une alerte qui me semble majeure : l'ancrage de la pauvreté et du mal-logement comme l'accroissement des inégalités dans notre pays créent de profondes fractures qui seront de plus en plus difficiles à réparer si nous ne réagissons pas avec détermination.

Il nous faut dès lors sans plus attendre mieux cibler et calibrer les aides, les dispositifs et les moyens à disposition de la puissance publique. Les arbitrages en la matière suscitent trop souvent de l'incompréhension, un

sentiment d'injustice, et parfois même de fortes tensions sociales et de la colère, comme cela a par exemple été le cas lors de l'épisode des Gilets jaunes…

Prendre la parole, enfin, pour rendre justice aux plus fragiles d'entre nous, mais aussi rendre un peu de ce que beaucoup m'ont donné au fil de nos rencontres, malgré la dureté de leurs situations, en faisant preuve d'une telle dignité et d'un tel courage que j'en ai souvent été bouleversé.

*

C'est sans doute en partie lié à mon parcours personnel et professionnel, mais plus le temps passe et moins je supporte les injustices, les jugements hâtifs, les mises à l'index de boucs émissaires, les fausses bonnes raisons avancées (sciemment ou non) pour justifier telle ou telle réduction de voilure en matière de soutien aux plus fragiles…

Je supporte de moins en moins de voir le décalage entre les souffrances de ceux qui subissent des choix injustes et les discours paternalistes de ceux qui font la leçon en s'appuyant sur des idéologies, des faux-semblants ou des approximations. De voir que certains, parmi ceux qui vivent bien et pensent que cela tient à la seule force de leur détermination, pointent du doigt les autres, appelés à « se remuer plutôt qu'à vivre aux crochets de la société ». Je les invite à se pencher sur la sociologie, à lire (ou relire) Pierre Bourdieu et bien d'autres, qui, pour ma part, m'ont permis de mieux mesurer le poids des destins, des rapports de domination et les mécanismes de reproduction des inégalités.

Je les invite à mesurer à quel point être né ici, dans cette famille, dans ce quartier, ce pays, est souvent déterminant. Car ne nous trompons pas, c'est la conception même de la cohésion sociale qui est en jeu sous la menace de tels discours et plus largement de la stigmatisation croissante de tout un pan de la population.

À une période où le tourbillon médiatique, les informations parcellaires, erronées, l'emportent parfois sur le réel d'un monde de plus en plus complexe, j'ai aussi voulu prendre le temps d'écrire pour poser les choses. Car tout va très vite dans le débat public, dans les médias, sur les réseaux sociaux et parfois même dans les réunions avec les ministres ou les responsables politiques. Bien trop vite pour appréhender de façon satisfaisante la réalité des enjeux sociaux…

Prendre le temps pour partager mon expérience, davantage en tant que témoin que sociologue, d'ailleurs, sur les politiques publiques et les initiatives qui marchent, comme sur celles qui manquent à l'appel ou sont désormais moins performantes. Car je suis souvent surpris de voir à quel point de bonnes solutions et de bonnes politiques, sur des sujets sociaux ou écologiques majeurs, ont tant de mal à voir le jour et à être démultipliées.

Prendre le temps aussi de rendre hommage à tous ceux qui, dans les associations, les services publics, dans le cadre de leurs activités bénévoles, salariées ou leurs mandats politiques, agissent au quotidien (souvent sans compter leur temps) pour « réparer » la société ou les désordres du monde. Ils le font contre vents et marées alors que de plus en plus fréquemment ils ont le sentiment d'écoper à la petite cuillère un bateau peu étanche

et bien chargé, et en dépit parfois d'une grande fatigue et de la tentation de laisser tomber…

Prendre le temps enfin de comprendre les résistances et les défiances (plus ou moins bien fondées) qui sont en jeu et d'identifier les voies à emprunter pour les lever. C'est par exemple le cas des freins liés au degré d'acceptabilité des mesures sociales ou écologiques ; ou des contraintes budgétaires, sachant que les politiques à mener en la matière seront nécessairement coûteuses. Il m'a semblé urgent de revenir sur ce qui pourrait être fait pour sortir de certaines impasses, alors que nous avons tant besoin d'agir. Je l'ai fait sans avoir la prétention de détenir une quelconque vérité, mais sans faux-semblant non plus.

*

Il était aussi pour moi impératif de m'interroger (et de vous interroger) sur le fonctionnement de notre démocratie. À l'heure où l'empathie et la bienveillance tendent à céder la place au rejet et à l'exacerbation des différences. À l'heure où la recherche du consensus, par le dialogue et la délibération, tend à être supplantée par la radicalité des discours et des postures. Car je suis convaincu que les transformations majeures qui s'imposent à nous, sur le plan social et écologique, ne pourront se faire sans une large mobilisation de la société.

Enfin, j'ai voulu écrire ce livre pour contribuer à la bataille des idées dans laquelle nous sommes plongés. Une bataille pour un monde plus juste et respectueux des différences. Pour un monde de partage, à même de

corriger les inégalités de destin et de patrimoine, à même de protéger les plus fragiles et nos ressources naturelles. Sans nécessairement attendre le « grand soir » mais en agissant vite et énergiquement pour limiter au maximum les désillusions, les dommages et les souffrances.

J'ai voulu y contribuer sans prétention ni angélisme, mais le faire quand même, convaincu que ce qui fait tourner le monde tient plus qu'on ne le pense souvent aux idées qui se partagent dans la société. La période d'incertitude dans laquelle nous sommes entrés pourrait bien, d'ailleurs, laisser une partie du jeu plus ouverte que nous ne le pensons et provoquer des changements plus vertueux… Je reste convaincu enfin que notre pays – à condition de s'en donner les moyens – est capable du meilleur.

Souvent, on me demande si je n'en ai pas marre de ces combats difficiles. Je réponds à chaque fois que si cela permet de répondre aux besoins de quelques personnes en souffrance, si cela aide à en sensibiliser d'autres à l'importance vitale de faire vivre les solidarités et de protéger notre planète, ce sera déjà ça de fait.

Et les jours de grand vent et de doute, je me rappelle cette phrase de Bertolt Brecht que j'ai faite mienne depuis longtemps : « Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. »

1

Bienvenue dans un monde d'incertitudes

Le réveil s'annonçait brutal. Fatalement brutal… Pendant de trop longues décennies, nous avons collectivement pensé que nous étions engagés dans un processus vertueux. Nous nous sommes persuadés qu'en dépit de quelques soubresauts, chez nous en France et dans les pays occidentaux, nous allions vers « le mieux » grâce à la science, aux technologies, à la recherche, au multilatéralisme, aux institutions internationales, à la force des droits humains, à notre système de protection sociale et au sens de l'histoire « moderne »…

Aujourd'hui, il est difficile de continuer à se bercer d'illusions : les indicateurs produits année après année par la Fondation Abbé Pierre ou ailleurs montrent que les inégalités se creusent, que le mal-logement et la précarité gagnent du terrain et que les plus pauvres se précarisent toujours plus. Dans le même temps, la planète est en danger, l'inquiétude monte sur la capacité de notre pays à préserver des services publics de qualité (écoles, hôpitaux, transports publics, justice, etc.) tout comme les protections sociales acquises au fil des décennies. Inquiétude aussi quant à la volonté réelle ou la capacité

des décideurs politiques à faire vivre la démocratie et à fédérer la diversité des composantes sociales.

Autant d'appréhensions pour beaucoup, d'interrogations pour d'autres, qui peuvent inciter à prendre ses distances avec le collectif, à penser qu'il faut davantage compter sur soi-même que sur les autres ou sur la société, à choisir de se refermer sur soi, son univers proche ou sa communauté…

Qui aurait pu prévoir que ces difficultés allaient atteindre une telle acuité aujourd'hui ? Ceux qui depuis vingt ou trente ans gardent les yeux ouverts savaient que les menaces étaient réelles. Ceux qui se trouvaient confrontés personnellement ou professionnellement à l'une ou l'autre de ces tensions en mesuraient la gravité (c'est le cas par exemple des soignants face à la dégradation du secteur hospitalier, des associations de solidarité face à l'augmentation du nombre de personnes sans domicile ou qui frappent aux portes des distributions alimentaires). Nombre d'entre eux lançaient régulièrement des cris d'alarme ; les rapports du GIEC sur la question écologique qui se perdaient trop souvent dans une sorte de désert d'indifférence ou de dénis en sont un parfait exemple… Mais cette fois, nous y sommes.

Nous sommes entrés dans un monde d'incertitudes où les crises se superposent voire s'entretiennent. Un monde dans lequel le progrès n'est plus suffisant, et, parfois même, est à l'origine des ruptures que nous subissons.

Un monde dans lequel les plus fragiles risquent de souffrir plus que les autres, un monde où tout peut devenir possible tant la période est indécise et tant les

immenses transformations qui s'imposent sont urgentes et vitales.

De la crise financière de 2008 au dérèglement climatique

Ces crises sont de natures différentes mais viennent, à divers degrés, percuter nos certitudes et nos évidences. Elles s'additionnent, avec ou sans aucun lien entre elles, mais contribuent toutes à susciter interrogations et remises en cause. À ce titre, elles font système en déstabilisant les individus tout autant que le corps social.

Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut ici en évoquer quelques-unes. Je pense en premier lieu à la crise financière internationale de 2007-2008 qui est venue semer le doute sur notre prétendue « maîtrise des enjeux économiques ». Avant cette date, lors de débats auxquels j'ai eu l'occasion de participer sur la situation économique de notre pays ou sur les solutions possibles pour lutter contre la pauvreté et le mal-logement, on m'a souvent répondu qu'il n'était pas nécessaire d'engager de tels chantiers, qu'il n'y avait « pas vraiment d'inquiétudes à avoir », que « les choses étaient sous contrôle » !

L'idée de ces tenants du statu quo était de laisser penser que de nombreuses digues allaient, comme par magie, nous préserver des désordres : l'expérience accumulée au fil du XX^e^ siècle, l'efficacité des institutions de régulation économique nationales et internationales, « la sagesse » des acteurs économiques, « l'intérêt collectif »

qui l'emporterait sur d'autres considérations, ou encore la fameuse « main invisible » d'Adam Smith[1]…

Il s'est aussi bien souvent trouvé quelques esprits éclairés pour me rappeler au passage que faire de l'économie, c'est un métier, et que je serais bien inspiré de continuer de m'occuper des mal-logés et des pauvres et de laisser les grandes questions aux grandes personnes.

Mais voilà, les faits ont balayé tout cela et l'économie américaine a violemment dévissé lors de la crise des subprimes, emportant avec elle une économie mondiale devenue interdépendante. Dévissé parce que, pour dynamiser l'activité économique, le choix a été fait de permettre à des personnes qui n'en avaient en réalité pas vraiment les moyens de consommer, d'acheter des logements via des crédits hypothécaires que beaucoup n'ont pas été en mesure de rembourser et qui ont in fine tout perdu, y compris parfois leur logement. Ce qui a ruiné plus de 10 millions de ménages américains qui ont fait l'objet d'une saisie immobilière entre 2007 et 2012.

À ce propos, je me souviens avoir été relativement inquiet lors de la campagne présidentielle en 2007 lorsque Nicolas Sarkozy qui prônait « une France de propriétaires » indiquait vouloir encourager l'accès à la propriété des ménages modestes via une réforme du crédit hypothécaire qui faciliterait le recours à la garantie de leur emprunt par la valeur de leur logement. Le candidat qui considérait que les ménages français étaient les

1. Adam Smith est un philosophe et économiste britannique du XVIII^e^ siècle. Sa doctrine reposait sur l'idée que l'efficacité du marché permettait la satisfaction du plus grand nombre, ce qui revient donc à considérer que les marchés finiront par s'autoréguler pour répondre aux besoins de la société.

moins endettés d'Europe pour justifier cette mesure a été élu, mais la proposition n'a évidemment pas fait long feu du fait de la crise aux États-Unis.

Autres déflagrations et nouveaux traumatismes, je veux aussi évoquer les attentats terroristes de 2015 qui sont venus frapper la capitale française et le cœur de la République faisant plus de 130 morts et 400 blessés. Des attentats qui, par leur cruauté, leurs cibles, leur folie, ont provoqué une sidération de grande ampleur. Des attentats qui ont aussi suscité une forte mobilisation citoyenne, mais ont laissé une cicatrice profonde dans les mémoires et les chairs de tout un peuple.

Comment pourrais-je ne pas aborder maintenant cette crise migratoire que nous avons tant de mal à regarder en face ? La Méditerranée, mais aussi la Manche, sont devenues d'immenses cimetières à ciel ouvert pour des milliers d'exilés qui fuient la guerre ou la misère, qui vivent dans de telles conditions qu'ils sont prêts à prendre le risque de mourir pour trouver un avenir meilleur pour eux ou leurs enfants. Des horreurs à répétition qui percutent là aussi nos certitudes, notre capacité collective à refuser l'inacceptable. Eh oui, nous en sommes là ! Serons-nous capables de faire en sorte que la dignité humaine reste un enjeu qui ne souffre d'aucune nuance ? Saurons-nous continuer de respecter les droits humains fondamentaux et faire avancer la solidarité européenne ? Avec en toile de fond l'hypocrisie et le caractère profondément inopérant des accords de Dublin[1] qui veulent que les pays par lesquels ont transité

1. La convention de Dublin signée en juin 1990 a été réformée par le règlement Dublin II en 2003 puis par le règlement Dublin III en 2013.

en premier les exilés sont ceux au sein desquels les personnes doivent formuler leurs demandes d'asile.

Ce sujet compte parmi ceux qui me paraissent les plus difficiles à appréhender. Entre le « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » qui fait référence à des propos souvent repris de façon partielle ou tronquée de Michel Rocard, alors Premier ministre, et le « ouvrons les frontières » sans conditions porté par certains utopistes, les chemins susceptibles d'offrir une lecture apaisée de la question se rétrécissent progressivement. Le sujet est de plus en plus fréquemment malmené, instrumentalisé, faisant fi de nos responsabilités et obligations internationales en matière de droit d'asile et de la réalité de la maîtrise des flux migratoires dans notre pays. Mais surtout, et j'ai pu le mesurer au fil des années passées au sein de la Fondation Abbé Pierre, il conduit de plus en plus à des propos excluants et parfois même hystérisants. Un constat qui va de pair avec la montée de l'extrême droite dans notre pays et ailleurs bien sûr, même si force est de constater que cette posture n'est plus réservée à l'extrême droite et qu'elle tend à se répandre dans d'autres familles politiques comme un lent et dangereux poison.

Je pense aussi à la pandémie mondiale de Covid-19 qui a fait resurgir au printemps 2020 notre extrême vulnérabilité. Soudainement et insidieusement, un minuscule virus est venu frapper la planète entière, désorganisant nos systèmes bien huilés et semant le doute quant à nos capacités d'y remédier. Un virus qui a plongé la planète dans un chaos digne d'un roman d'anticipation, de périodes de confinement strict en restrictions drastiques des déplacements, déstabilisant

l'économie mondiale et réinterrogeant la pertinence des marchés mondialisés et spécialisés : si l'on ne produit plus de ceci ou de cela dans notre pays parce qu'on l'achète moins cher ailleurs, comment nous en sortir lorsque les échanges ne fonctionnent plus ou sont soudainement réduits ?

Cette crise du Covid-19 a défié les dispositifs médicaux dont le nôtre, considérés comme un des meilleurs au monde : il s'est agi de gérer certaines pénuries notamment de masques de protection, de déprogrammer des soins et des interventions médicales majeures, d'aménager des TGV pour déplacer les malades d'une région à l'autre, d'en venir à trier les malades prioritaires, un terrible crève-cœur pour tout médecin et pour chacun d'entre nous…

Il s'est aussi agi d'interdire pendant un temps aux familles d'assister aux funérailles de leurs proches, de visiter leurs parents dans les maisons de retraite, etc., la liste est longue des conséquences de cet épisode que nous n'aurions jamais imaginées et qui ont ramené les pays dits les « plus développés » à des réalités que d'autres États n'ont jamais cessé d'affronter : une vulnérabilité que nous nous évertuons à oublier depuis tant de décennies. Avec des incidences plus importantes pour les personnes les plus fragiles socialement qui ont par exemple été davantage frappées de surmortalité dans nos quartiers populaires du fait notamment de la promiscuité liée au surpeuplement dans les logements [1].

1. « En Seine-Saint-Denis, le nombre de décès constatés entre le 1er mars et le 3 avril 2020 a augmenté de 82 % par rapport à l'année précédente, soit la hausse la plus forte de l'ensemble des

Deux ans plus tard, en février 2022, notre continent est frappé par une nouvelle guerre, militaire celle-là. La Russie de Vladimir Poutine décide d'envahir l'Ukraine sous couvert d'une « opération spéciale » censée chasser les nazis du pays. Les intentions du maître du Kremlin ne sont pas nouvelles dans la région et 2014 avait déjà été marquée par l'annexion et l'intégration de la Crimée au sein de la fédération de Russie dans la foulée de la destitution du président pro-russe Ianoukovytch (sans oublier l'intervention dans le Donbass). Une large part de la communauté internationale ne reconnaîtra pas cette annexion et s'opposera aux velléités de la Russie mais sans soutenir militairement l'Ukraine, contrairement à ce nouvel épisode sanglant.

Sans entrer dans les dimensions géopolitiques et militaires qui caractérisent cette nouvelle guerre puisque je n'ai aucune compétence en la matière, force est de constater qu'évidemment cette offensive russe inquiète profondément la communauté internationale et en particulier les pays européens les plus proches.

Là encore, cette guerre vient rappeler à notre bon souvenir notre instabilité et la folie dont font parfois preuve les hommes. Tout comme l'a fait dès l'abominable journée du 7 octobre 2023 le conflit meurtrier entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas.

---

départements après le Haut-Rhin, où l'épidémie a démarré en France (source : www.insee.fr/fr/information/4470857) », « Le Covid-19, la guerre et les quartiers populaires », https://metropolitiques.eu/Le-Covid-19-la-guerre-et-les-quartiers-populaires.html

Elle ravive en chacun de nous la tragique réalité des guerres récentes y compris en Europe (je pense notamment aux différents conflits ayant suivi la désintégration de la Yougoslavie à partir de 1991), nous faisant sortir de l'illusion d'être protégés comme par magie au sein d'un espace géographique pacifié depuis de nombreuses décennies.

L'incompréhension face à ces velléités d'extension de la Russie que beaucoup considèrent comme relevant d'un « autre âge », la violence de cette guerre qui est le théâtre de tortures et d'actes qui seront très certainement qualifiés de « crimes de guerre », frappant des civils et des installations de la vie quotidienne, la peur de l'extension territoriale du conflit, l'effroi de l'éventuel recours à l'arme nucléaire, sont venus bousculer beaucoup de nos certitudes et suscitent un profond désarroi au cœur de nos démocraties… À l'instar des atrocités constatées vingt mois plus tard en Israël et en Palestine.

La liste serait encore longue des événements et crises qui ont récemment bouleversé nos repères, nos représentations mais aussi notre quotidien. Mais je souhaiterais terminer sur l'été que nous avons vécu en 2022, dans notre pays, même si le constat dépasse évidemment nos frontières.

Incendies de forêts de grande envergure et dans un nombre de territoires plus étendus qu'à l'accoutumée ; violents orages ; inondations ; sécheresse ; épisodes de fortes chaleurs avec de nouveaux records battus… Cet été 2022 de tous les dérèglements a rendu flagrant aux yeux de tous ce que pointaient déjà les scientifiques dans les années 1970 et ce que ne cessent de répéter depuis les experts du GIEC, les COP successives, le

8. *Engager une nouvelle philosophie d'action (3)*
Réguler les marchés des produits essentiels. . . 173

9. *Engager une nouvelle philosophie d'action (4)*
Soutenir (vraiment) les personnes les plus en difficulté. 187

10. Des résistances pas toujours animées par de bonnes raisons. 203

11. Des freins à desserrer rapidement. 221

12. Des leviers à mobiliser pour sortir de nos impasses. 247

Épilogue. Un appel à l'engagement et à l'apaisement. 287

Remerciements. 297

POUR LES SANS-VOIX

À l'heure du soixante-dixième anniversaire de l'appel de l'abbé Pierre, Christophe Robert nous propose, avec ce livre manifeste, un état des lieux sans concession de cette France durement touchée et fracturée par les difficultés sociales, économiques et liées au logement.

Une charge mordante contre l'immobilisme et l'indifférence, le poids des égoïsmes, la politique de l'autruche, sans oublier les insuffisances de la puissance publique face à la précarisation d'une part croissante de la population. « Aujourd'hui, un Français sur cinq est en situation de pauvreté ou de privation matérielle et sociale. C'est énorme et insupportable ! »

Mais le délégué général de la Fondation Abbé Pierre ne se contente pas d'un constat aussi documenté et édifiant soit-il, il défend l'idée qu'il n'y a pas de fatalité et propose des solutions concrètes : meilleur partage des richesses, régulation des marchés liés aux biens essentiels, protections dans les domaines du social et du logement, intégration des enjeux sociaux dans les réformes écologiques, etc. Il souhaite ainsi redonner du souffle à la démocratie et stimuler les solidarités.

Christophe Robert ne manque ni d'idées ni de courage. Malgré l'âpreté du constat, son livre est une rafale de vent frais et d'optimisme !

Sociologue, spécialiste des questions de logement et d'exclusion, Christophe Robert (né en 1972) est surtout un homme de terrain et a contribué à donner un fort élan à la Fondation Abbé Pierre dont il est le délégué général depuis 2015.

ARTHAUD

FONDATION Abbé Pierre

24-II Création Studio Flammarion Photo © Aurélien Chauvaud